

VEILLE JURIDIQUE

**ACCÈS AUX DROITS
LOGEMENT/HÉBERGEMENT
EMPLOI/EDUCATION
SANTÉ
DROIT DES ETRANGERS
OUTRE-MER**

coallia 

Opérateur Social & Médico-social

M A I 2 0 2 4

Contexte

La vie sociale est fortement orientée par les textes de lois qui la caractérisent et posent ainsi les bases du fonctionnement des institutions, organismes et individus. La fin de l'année 2023 a été fortement marquée par la multiplicité des lois, décrets, circulaires et arrêtés portant sur des domaines essentiels de la vie quotidienne. Ce dynamisme s'est étendu dans le premier trimestre de l'année 2024 avec des publications en matière d'accès aux droits, logement/hébergement, emploi/éducation, santé, droits des étrangers, outre mer et secteurs additionnels.

Accès aux droits

Arrêté du 19 décembre 2023 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2024

- Cet arrêté fixe les plafonds de sécurité sociale pour l'année 2024 à 3864€ de valeur mensuelle et 213€ de valeur journalière

Décret n° 2023-1183 du 14 décembre 2023 relatif à la mise en place d'une aide à la location, pour une durée supérieure ou égale à trois ans, d'une voiture particulière électrique

- Ce décret instaure une aide à la location, pour une durée supérieure ou égale à trois ans, d'une voiture particulière électrique pour une personne physique obéissant aux conditions de ressources et de mobilité requises pour l'attribution de cette aide

Décret n° 2024-102 du 12 février 2024 relatif aux aides à l'achat ou à la location de véhicules peu polluants

- Ce décret vise à encourager l'adoption de véhicules plus respectueux de l'environnement tout en ajustant les aides en fonction des revenus et des types de véhicules.

Au 1er avril 2024, les aides versées par la CAF sont revalorisées, une hausse de 4,6% est prévue pour neuf allocations :

- RSA : revalorisation de 4,6%
- AHH : le montant maximal passe de 971,37€ à 1016€.
- AEEH : le montant passe de 142,70€ à 149,28€.
- Prime d'activité : revalorisation de 4,6%
- ARS : le plafond pour percevoir l'aide passe pour un ménage avec un enfant de 25 775€ à 27 141€. Le montant de l'aide devrait également être revalorisé de 1,5%.
- Allocations familiales : les plafonds et les montants ont été revalorisés, ils sont disponibles sur le site dédié de l'Etat.
- Prime à la naissance ou l'adoption : la prime versée au 7e mois sera désormais de 1 066,29€. Pour une adoption, elle sera de 2038,86€. Le plafond de ressources maximum a été réhaussé à 27 833€ le 1er janvier 2024.
- La prestation partagée d'éducation de l'enfant : son montant est de 448,42€ en cas de cessation totale d'activité et de 289,88€ pour une durée de travail inférieure ou égale au mi-temps.
- L'allocation journalière de présence parentale : dans la limite de 22 jours par mois, l'AJPP s'élève à 65,81€ par jour.

Logement/Hébergement

Décret n°2023-1364 du 29 décembre 2023 relatif aux dérogations aux conditions de ressources pour accéder au logement social [Note en pièce jointe]

- Ce décret harmonise et clarifie la rédaction des articles R. 441-1-1 et R. 441-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et adoucit les conditions de dérogations aux plafonds de ressources que peuvent établir les préfets ou les présidents d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

- Il vise à réduire les vacances de logements, faciliter les changements de logements dans l'intérêt des ménages et favoriser la mixité sociale dans les grands ensembles et les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)

Emploi /Education

LOI n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi (1).

- Cette loi introduit « France Travail », un réseau regroupant plusieurs acteurs de l'emploi et de l'insertion, qui supplante Pôle emploi et dont la mission est celle d'accompagner les personnes en recherche d'emploi et/ou rencontrant des difficultés sociales
- Elle vise à améliorer l'accès des personnes souffrant d'un handicap à l'emploi dans la société, mettre un terme à leur orientation dans des dispositifs spécifiques et lever les freins que dressaient la garde d'enfants dans le processus de recherche d'emploi

Décret n° 2023-1216 du 20 décembre 2023 portant relèvement du salaire minimum de croissance

- Ce décret indique l'augmentation à hauteur de 1,13% du SMIC brut horaire et une hausse de 15,69€ nets par mois du SMIC net par rapport à la valeur précédente

Décret n° 2023-1354 du 29 décembre 2023 portant prolongation de l'aide aux employeurs d'apprentis et de salariés en contrat de professionnalisation

- Ce décret reconduit en 2024 l'aide financière exceptionnelle à destination des entreprises à la suite de l'embauche de jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation
- Cette aide exceptionnelle s'élève à un montant de 6000€ et peut s'étendre aux entreprises d'au moins 250 salariés à la condition de respecter un quota prédéfini d'embauche d'alternants

Arrêté du 16 novembre 2023 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »

- Cet arrêté habilite la commune de Cergy (département du Val d'Oise) ainsi que la communauté de communes de Noblat (département de la Haute-Vienne) à mener l'expérimentation : « territoires zéro chômeur de longue durée »

Santé

LOI n° 2023-567 du 7 juillet 2023 visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche (1).

- Cette loi supprime les jours de carence lors des arrêts maladie des femmes victimes d'interruption spontanée de grossesse, favorise le maintien de leurs droits professionnels durant leur période de repos et assure une reprise de leur activité professionnelle dans de meilleures conditions

Décret n° 2024-8 du 3 janvier 2024 relatif à la préparation et à la réponse du système de santé pour faire face aux situations sanitaires exceptionnelles

- Ce décret modifie et précise les objectifs du dispositif ORSAN (Organisation de la réponse du système de santé en situations sanitaires exceptionnelles) et ses modalités de déclenchement.

Décret n° 2024-78 du 2 février 2024 relatif au renouvellement avant terme du congé de présence parentale et de l'allocation journalière de présence parentale

- Ce décret renforce la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie, d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité, en supprimant l'accord explicite du service de contrôle médical lors du renouvellement exceptionnel du congé de présence parentale et de l'allocation journalière de présence parentale.

Droit des étrangers

Décret n° 2024-108 du 14 février 2024 relatif aux compétences des préfets en matière d'acquisition de la nationalité française et modifiant le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française

- Ce décret confère la possibilité au préfet siège d'une plateforme d'accès à la nationalité française, désigné selon le département de résidence du demandeur, d'enregistrer les déclarations de nationalité.

Outre Mer

Décret n° 2023-1425 du 29 décembre 2023 portant application de l'article 21-13 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et actualisant les participations des assurés à Mayotte

- Ce décret instaure la Complémentaire Santé Solidaire (C2S) à Mayotte en permettant aux assurés de ne plus avancer de frais de santé et bénéficier des tarifs sans dépassement chez les médecins et autres professionnels titulaires d'un conventionnement dans le secteur médical